

Préavis d'adjudication de contrat - 1000219403

1. Préavis d'adjudication de contrat

Un PAC est un avis public informant la collectivité des fournisseurs qu'un ministère ou organisme a l'intention d'attribuer un contrat pour des biens, des services ou des travaux de construction à un fournisseur sélectionné à l'avance, ce qui permet aux autres fournisseurs de signaler leur intérêt à soumissionner en présentant un énoncé des capacités. Si aucun fournisseur ne présente un énoncé des capacités qui satisfait aux exigences établies dans le PAC, au plus tard à la date de clôture indiquée dans le PAC, l'agent de négociation des contrats peut procéder à l'attribution du contrat au fournisseur sélectionné à l'avance.

2. Définition des besoins

Services aux Autochtones Canada (SAC) collabore avec les Premières Nations par l'entremise du Programme d'immobilisations et d'entretien afin de leur offrir une aide financière et des services de consultation pour la construction, la rénovation, la réparation et l'entretien de leurs écoles ou d'autres biens liés à l'éducation. L'amélioration des infrastructures scolaires des collectivités est une priorité stratégique de SAC. Pour remplir ces responsabilités, le Ministère doit déterminer les besoins actuels et à venir en matière d'immobilisations pour ces infrastructures à l'échelle nationale.

Le travail visant à préparer un rapport sur les besoins actuels et à venir en matière d'immobilisations nécessite :

- Une collecte de données par l'entremise du Système de rapports sur la condition des biens (SRCB), du Registre des Indiens, de la liste nominative et du Système intégré de gestion des immobilisations (SIGI);
- Une estimation par région de SAC (et à l'échelle nationale) des lacunes de l'état physique des écoles, des résidences pour les professeurs et des autres établissements de soutien à l'enseignement, ainsi que du niveau d'investissement en immobilisations nécessaire à leur rénovation;
- Une estimation par région de SAC (et à l'échelle nationale) du nombre d'écoles et de résidences pour les professeurs et des autres établissements de soutien à l'enseignement devant actuellement être remplacées, et de leurs caractéristiques, ainsi que du niveau d'investissement en immobilisations nécessaire à leur remplacement;
- Une estimation par région de SAC (et à l'échelle nationale) des lacunes actuelles (manques) en ce qui a trait aux surfaces dans les écoles et les résidences pour les professeurs, selon le nombre actuel d'inscriptions et les Normes sur les surfaces dans écoles (NSE), ainsi que du niveau d'investissement en immobilisations nécessaire pour y remédier;
- Des estimations par région SAC (et à l'échelle nationale) des besoins en rénovation dans les écoles, les résidences pour les professeurs et les autres établissements de soutien à l'enseignement, ainsi que du niveau d'investissement en immobilisations nécessaire par périodes de 7 ans (7, 14 et 21 ans);
- Des estimations par région de SAC (et à l'échelle nationale) du nombre d'écoles et de résidences pour les professeurs qui devront être remplacées, et de leurs caractéristiques, ainsi que du niveau d'investissement en immobilisations nécessaire à leur remplacement (par périodes de 5 ans). Ce nombre comprend également les installations dans les Premières Nations qui n'ont actuellement pas d'école et qui en ont besoin;
- Des estimations par région de SAC (et à l'échelle nationale) des changements prévus dans le nombre d'inscriptions et des exigences connexes quant aux surfaces dans les écoles et les résidences pour les professeurs, selon les NSE, ainsi que du niveau

d'investissement en immobilisations nécessaire pour respecter les exigences (par périodes de 5 ans);

- Une mobilisation des intervenants : collectivités/équipe de travail sur l'éducation d'APN-SAC/organisations autochtones/programmes d'immobilisations régionaux de SAC; dans le but de recueillir des données à propos des méthodologies à utiliser*;
- Une classification de tous les coûts estimés sous la catégorie D;
- L'envoi d'un rapport préliminaire au format Microsoft Word dans lequel la méthodologie, les résultats et les limites des données sont consignés en détail. Le chargé de projet doit passer en revue le rapport préliminaire et transmettre des commentaires à l'entrepreneur;
- L'envoi d'un rapport définitif, adapté en fonction des commentaires du chargé de projet;
- L'envoi d'un ensemble de fichiers de données comportant des données statistiques dans les logiciels Microsoft Excel ou Beyond 20/20, compris dans le rapport définitif;
- Une liste de toutes les hypothèses.

3. Critères d'évaluation de l'énoncé des capacités (Exigences essentielles minimales)

Tout fournisseur intéressé doit démontrer au moyen d'un énoncé des capacités qu'il satisfait aux exigences suivantes :

Expérience

Doit compter un minimum de 10 ans d'expérience de la recherche, de l'analyse et de l'utilisation de logiciels statistiques socioéconomiques et démographiques, portant particulièrement sur les populations autochtones, non autochtones et nordiques du Canada.

Doit compter un minimum de 10 ans d'expérience de l'élaboration de modèles de projections démographiques et de la réalisation d'éléments de ces projections, portant particulièrement sur les populations autochtones, non autochtones et nordiques du Canada.

Doit compter un minimum de 10 ans d'expérience de la réalisation d'évaluations des besoins dans le cadre de programmes liés aux infrastructures.

Doit être un expert reconnu dans le domaine des données statistiques ou démographiques au Canada et à l'échelle internationale, comme le démontre un portfolio de travaux publiés et d'affiliations à des conseils consultatifs.

Connaissances et compréhension

Des théories, des méthodes, des principes, des concepts et des pratiques de la recherche en sciences qui sont normalement acquises dans le cadre d'un programme d'études universitaires en démographie, en économie, en sociologie, en statistique ou dans un autre domaine applicable au travail comprenant une formation spécialisée en recherche appliquée;

De l'application de diverses méthodes de recherche et de techniques analytiques, y compris la recherche et l'analyse qualitatives, l'analyse statistique et l'analyse démographique et environnementale afin de concevoir des études, des méthodes et des techniques de recherche pour analyser les tendances socioéconomiques, élaborer des modèles (divers scénarios) et évaluer les incidences éventuelles et les résultats des diverses options stratégiques;

Du mandat, des politiques et des programmes du ministère et des lois habilitantes, notamment de la *Loi sur les Indiens*, la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations*, la *Loi sur la statistique*, la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

4. Applicabilité des accords commerciaux à l'achat

Le présent achat est assujéti à l'accord commercial (aux accords commerciaux) suivant(s) :

- Accord de libre-échange canadien (ALEC)
- Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALECC)
- Accord de libre-échange Canada-Colombie
- Accord de libre-échange Canada-Honduras
- Accord de libre-échange Canada-Corée
- Accord de libre-échange Canada-Panama

5. Marché réservé en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

Sans objet.

6. Entente(s) sur les revendications territoriales globales

Sans objet

7. Justification du recours à un fournisseur sélectionné à l'avance

Le fournisseur sélectionné à l'avance participe activement à des recherches socioéconomiques, à l'élaboration de systèmes d'information et à l'évaluation de programmes depuis 30 ans. Il a fait ses études à l'Université Western Ontario et à l'Université Queens (à Kingston), où il a obtenu un baccalauréat et une maîtrise en géographie économique du milieu urbain. Par la suite, il a fait des études supérieures en analyse statistique avancée, en systèmes d'information et en méthodes de recherche sociale.

De 1982 à 1991, le fournisseur sélectionné à l'avance a fourni des services de consultation en gestion de contrats dans le cadre de l'Opération centre-ville Winnipeg. À ce titre, il a été responsable de la conception et de l'exécution d'activités de recherche et d'évaluation dans 20 domaines de spécialité, pour plus de 1,4 million de dollars.

Il effectue des recherches relatives aux Autochtones depuis plus de 20 ans et en a terminé un nombre important lors de cette période. Il a aussi réalisé de nombreuses études sur les Autochtones, sur divers sujets : démographie, migration, projections relatives à l'inscription d'élèves, à l'effectif et à la population et conditions socioéconomiques, de logement et d'emploi. Ses recherches lui ont valu une réputation nationale d'expert de la situation démographique et socioéconomique des Autochtones au Canada.

Il a établi des projections relatives à la population et à l'effectif des Premières Nations à l'échelle nationale et provinciale, ainsi que pour plusieurs Premières Nations en appui à l'élaboration d'ententes de transfert fédérales et d'autres accords d'autonomie gouvernementale.

Il a produit plusieurs études de recherche importantes sur les conditions socioéconomiques et démographiques des Autochtones. Celles-ci comprennent une étude des tendances de migration des peuples autochtones effectuée pour la Commission royale sur les peuples autochtones et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, une analyse des caractéristiques du marché du travail autochtone pour la Commission royale sur les peuples autochtones, une analyse de l'incidence de l'évolution démographique des Premières Nations pour Affaires autochtones et un profil de la situation des jeunes autochtones pour le Bureau des relations avec les Autochtones de Développement des ressources humaines Canada.

Le fournisseur sélectionné à l'avance possède également une expérience considérable de la conception et de l'élaboration de systèmes de suivi des programmes et d'information de gestion. En effet, il a conçu de tels systèmes pour divers clients, y compris les responsables de l'Opération centre-ville Winnipeg, la Commission des accidents du travail du Manitoba, ainsi que plusieurs organismes de services sociaux (autochtones et non autochtones). Dans tous les cas, les systèmes avaient pour but d'aider les clients à suivre le déroulement des activités et à évaluer la mesure dans laquelle les objectifs sont atteints, ainsi qu'à mener leurs travaux de recherche et d'évaluation à long terme.

8. Exception(s) au Règlement sur les marchés de l'État

L'exception suivante au *Règlement sur les marchés de l'État* est (sont) invoquée(s) pour cet achat : paragraphe 6d) - « *une seule personne est capable d'exécuter le marché* ».

9. Exclusions et/ou raisons justifiant le recours à l'appel d'offres limité

Les exclusions et/ou les raisons justifiant le recours à un appel d'offres limité suivantes sont invoquées en vertu de :

- Accord de libre-échange canadien (ALEC) - article 513.1 b) (iii) ;
- Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECC) - article(s) Kbis-09 (b) (c) ;
- Accord de libre-échange Canada-Colombie - article(s) 1409 (b) (iii) ;
- Accord de libre-échange Canada-Honduras - article(s) 17.11 2 (b) (iii) ;
- Accord de libre-échange Canada-Panama - article(s) Article 16.10 (b) (iii).

10. Titre de propriété intellectuelle

Le titre de propriété intellectuelle découlant du contrat proposé reviendra à l'entrepreneur.

11. Période du contrat proposé ou date de livraison

La période du contrat proposé sera à partir du 1^{er} décembre 2020 au 30 juillet 2021 inclusivement.

12. Coût estimatif du contrat proposé

La valeur estimée du contrat, est de 148,810.00 \$ (TPS/TVH en sus).

13. Nom et adresse du fournisseur sélectionné à l'avance

Stewart Clatworthy
Four Directions Project Consultants
503, rue Ash
Winnipeg, Manitoba R3N 0R1

14. Droit des fournisseurs de présenter un énoncé des capacités.

Les fournisseurs qui estiment être pleinement qualifiés et prêts à fournir les biens, les services ou des services de construction décrits dans ce PAC peuvent présenter par écrit un énoncé des capacités à la personne-ressource dont le nom figure dans cet avis d'ici la date de clôture, laquelle est aussi précisée dans cet avis. L'énoncé de capacités doit clairement démontrer que le fournisseur satisfait aux exigences publiées.

15. Date de clôture pour la présentation des énoncés des capacités

La date et l'heure de clôture pour l'acceptation d'énoncés des capacités est le 17 novembre 2020 à 8h30 Heure normale de l'Est (HNE).

16. Demande de renseignements et présentation des énoncés des capacités

Les demandes de renseignements et les énoncés des capacités doivent être présentés à :

Nom et titre : Christine Madore, Agent principal d'approvisionnement
Adresse : 10, rue Wellington, 13^{ième} étage, Gatineau, Québec K1A 0H4
Téléphone : 873-354-1376
Courriel : christine.madore@canada.ca